

UN VRAI CHEF POUR 2012

LE 19 JANVIER 2012 JEAN-PAUL JOUARY

En pleine campagne présidentielle, les médias n'ont de cesse de répéter que les Français se cherchent "un chef". Un terme qui, pour Jean-Paul Jouary, confirme que les dirigeants gouvernent contre le peuple.



Dans ce système, les citoyens sortent un moment de la dépendance pour indiquer leur maître, et y rentrent.

Alexis de Tocqueville



Il arrive que des informations se croisent au bout de chaînes causales apparemment si indépendantes, qu'on en vient à penser que leur conjonction relève du hasard pur, selon la définition qu'en donnait **Cournot**. Ainsi, il y a peu, un hebdomadaire demandait en grosses lettres à sa Une : " *Hollande est-il un vrai chef ?* " , sur le ton du soupçon qui sous-entend qu'un homme politique digne de ce nom doit savoir diriger sans trembler.

Au même moment les médias unanimes évoquaient les " *guerre des chefs* " dans les partis politiques. Alors que je commençais à **écrire pour OWNI** sur ce thème dans le fil de mes chroniques précédentes, la nouvelle de la condamnation de Jacques Chirac tombait. Aucun rapport direct, bien sûr. Et puis, en y réfléchissant bien : et si ces deux éléments étaient liés entre eux de façon souterraine ?

Reprenons les choses de plus haut. La campagne électorale présidentielle en cours est l'occasion d'un usage récurrent sans précédent du mot " chef ". A propos de François Hollande, en fait, le journal induit une comparaison : par les temps qui courent, on sait que Nicolas Sarkozy sait décider contre l'avis de son peuple ; il l'avait fait à propos du **Traité de Lisbonne** que les citoyens avaient rejeté par référendum, il prétend le refaire à propos de la "règle d'or" qui inscrirait dans la Constitution la nécessité de l'austérité et du

démantèlement des services publics.

Ainsi il se comporte en vrai "chef" : le peuple peut crier et défiler, il ne sait pas ce qui est bon pour lui, il n'a pas la "science" du pouvoir. Si un autre Président s'engageait à le consulter, il serait irresponsable. Il faut de vrais "chefs" comme en Italie ou en Grèce désormais. Des décideurs qui ne sacrifient pas leurs décisions à la démocratie. De ces chefs dont Rousseau disait qu'ils s'accoutument "*à regarder leur magistrature comme un bien de famille, à se regarder eux-mêmes comme les propriétaires de l'État*" et à considérer les citoyens "*comme du bétail*".

Ainsi, tout se passe comme si les citoyens français étaient invités au printemps prochain à se donner un nouveau "chef", comme un troupeau perdu sans berger (et chiens de bergers à l'occasion). Toute la campagne présidentielle en cours est marquée par ce thème central : qui est le mieux placé pour imposer une règle financière qui inscrive dans la Constitution l'illégalité du progrès social ? Qui est le mieux placé pour imposer l'austérité que cela suppose ? Qui est le mieux placé pour imposer une régression des services publics ? Qui s'engage à ne plus recruter d'enseignants et à ne plus les former ni les inspecter ? Etc. Seul un vrai "chef" saura infliger au peuple ce que pourtant il refuse, et il est sans précédent que ce cynisme en fasse un argument électoral dans lequel on espère que le peuple verra son salut. N'est-ce pas de nous que parlait déjà Alexis de Tocqueville lorsqu'il écrivait que "*dans ce système, les citoyens sortent un moment de la dépendance pour indiquer leur maître, et y rentrent*" ?



En France, la politique serait-elle devenue exclusivement le moyen pour le peuple d'abandonner son sort à une personne ? Serait-il devenu une sorte d'évidence de considérer que le peuple est trop ignorant pour juger les possibles, et qu'il n'a d'autre capacité démocratique que celle qui l'autorise tous les cinq ans à déléguer tous ses

pouvoirs à un "chef" ? Derrière tout cela n'y a-t-il pas l'idée que gouverner la société est affaire de quelques personnes formées pour la chose, ou désignées pour s'en occuper de la hauteur vertigineuse à laquelle nos institutions font accéder les dirigeants ?

On oublie trop souvent que les institutions françaises font partie de celles qui confèrent le plus de pouvoirs et qui, en même temps, protègent le mieux, lorsqu'elles trahissent leurs devoirs, les personnes qui en bénéficient. Comment s'étonner alors qu'un véritable sentiment d'impunité s'en emparent, ayant la possibilité de ne jamais rencontrer un juge, mais aussi celle de déplacer, remplacer les magistrats susceptibles d'instruire les affaires ? Comment s'étonner que les princes qui nous dirigent ricochent de scandale en scandale, lorsque la loi appelle "détournement de bien public" ce qu'ils finissent par considérer comme un bien privé, un "bien de famille" selon les termes de Rousseau ?

Du coup, cette condamnation d'un ancien président de la République est vécue par les tenants de ce système politique comme un affront, une triste nouvelle pour un vieillard déclinant, un regrettable précédent. A-t-on jamais vu un berger mis en cause par quelques brebis galeuses de son troupeau ? Quoi qu'il en soit, ceux qui s'offusquent des fautes commises par les gouvernants et ceux qui s'offusquent que ces fautes soient punies ne doivent pas oublier qu'au fond, par-delà cette sentence des juges, c'est bien l'idée même que le suffrage confère du pouvoir à des "chefs" qui doit concentrer la réflexion de tout citoyen épris de liberté.

Comme quoi, finalement, ces nouvelles qui semblaient se croiser par hasard ont en commun un certain esprit de l'époque, une tentation de servilité à laquelle il est faux qu'on ne puisse résister. Le corollaire du dévolement de la démocratie par une "représentation" qui ôte la souveraineté aux citoyens, c'est bien un dérèglementation générale de la "chose commune", la République, par une dérèglementation essentielle de la démocratie. Encore une fois.

Lorsque l'argument suprême d'une campagne électorale devient la promesse du chef de tenir tête aux citoyens du haut du pouvoir, il ne reste aux citoyens que la possibilité d'organiser, de débattre, d'exprimer "en bas" l'exigence de formes nouvelles de vie politique. Rien ne fait plus peur aux "chefs" que la démocratie active, pratique, tenace, têtue, et ingénieuse.

NB : A lire, de toute urgence, tous les ouvrages philosophiques consacrés depuis vingt cinq siècles à la démocratie.

Illustrations et photos : Poster-citation par Marion Boucharlat (cc) pour Owni ; Texture par **Sarai Photography (cc)** ; Portrait d'Alexis de Tocquville par **Théodore Chassériau via Wikimedia Commons (Domaine Public)**

BUG-IN

le 19 janvier 2012 - 19:12 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Nicolas Sarkozy n'a pas fait adopté le traité de Lisbonne tout seul ! Tout le PS était de la parti !

La démocratie représentative n'a jamais été une sortie du système. Tant que des maîtres, des supérieurs, des chefs, peuvent exister (qu'ils soient élue ou pas), il n'y a pas de sortie du système possible. Il y a juste changement de de chef du système, voire d'organisation du système... mais il y a toujours système avec ceux qui le contrôle et ceux qui le subissent.

Ce n'est pas de juger les possibles dont nous avons besoins, c'est de dissoudre ceux qui disent aux autres ce qui devrait être possible et ce qui ne devrait pas l'être. Nous avons pas besoin de possible, nous avons besoins qu'on restitue le pouvoir politique a chacun, au lieu qui soit volé par tel ou tel groupe, parti ou oligarchie.

Encore un effort... la prochaine fois peut-être n'oublierai vous pas que c'est précisément la République qui a écrasé dans le sang la Commune...

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

ALYTE

le 19 janvier 2012 - 23:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Place au Peuple et son candidat semblent sortir de ce schéma : début du discours à Metz, Jean-Luc Mélenchon à dit de mémoire! : comme je suis fier que vous ayez eu l'intelligence de ne pas crier mon nom, nous ne sommes pas un troupeau affolé...

Si les paroles du Front de Gauche sont vraies... à condition d'exiger et d'occuper la place décisionnelle qui est la notre nous pourrions être acteurs et non plus des moutons

avec comme seul droit celui de déposer un bulletin dans une urne.
Peut-être un début de révolution qui prépare la révolution qui prépare la révolution etc...
...

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JMU

le 24 janvier 2012 - 10:41 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



On peut aussi rappeler à cette occasion que chef peut se traduire en allemand führer...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CYLI BRETON

le 4 mars 2012 - 14:11 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Le discours binaire, dominant-dominé, est encré profondément dans nos consciences, pratiques sociales, sexualité, économies Qui veut vraiment en sortir ? Le blabla journalistico politique a glorieusement et footballistiquement exclu le centre, que la gauche a placé à droite, permettant au PS bobo d'occuper la place, lui permettant, aujourd'hui, d'avaloir la question essentielle de l'écologie pour la réduire à ses propres (non)valeurs. Il suffit de voir les difficultés que rencontre Corinne Lepage pour se faire entendre .

Or, la question de l'écologie est aussi une question idéologique, c'est une nouvelle proposition pour envisager la question du pouvoir et de l'économie, donc de ce que l'on produit et de la manière dont on l'échange, et cela, les officiels du pouvoir le craignent comme la peste.

Si la manière d'envisager ces échanges bouge, inévitablement le peuple aura à se repositionner par rapport à sa gouvernance. L'écologie « sédentaire » que propose le PS reverdi (EELV) ne supportera pas le déshabillage. En effet, là où les anciennes valeurs font la mise au point sur le POUVOIR des DIRIGEANTS (des états, des chefs d'entreprises ...) insufflant une réponse à gauche par la même question du POUVOIR DU GROUPE, l'écologie dirigera sa focale sur l'énergie qui en permet la circulation. C'est la pensée même du XXIe siècle, l'internet, les sciences cognitives, la mécanique quantique ... Le peuple consommé-consommateur laisse inexorablement la place au peuple Nanant (de nanotechnologie) transmetteur des idées, valeurs, produits La monnaie humaine que met en service la publicité (face book coté en bourse) devra laisser la place à une autre monnaie plus diffractée, plus sensible que celle qui nous soumet aux lois spéculatives.

(pour la suite, plus délirante ... quoique.... voir mon site http://www.cyli-breton.com/cyli_breton/reflexions_et_miroirs/Entrees/2012/3/4_Elections_libre.html

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE